

dollars aux États-Unis pour la mise sur pied de la Saskatchewan Power Corporation. L'important était qu'il s'agissait d'un prêt et non de capital de participation. Les habitants de la Saskatchewan possèdent maintenant la Saskatchewan Power Corporation plutôt que de la voir aux mains d'un industriel américain habitant Chicago, Détroit ou ailleurs. Il s'agit d'une distinction et d'un choix politique très importants dont, j'espère, le ministre se rend compte et qu'il prend au sérieux.

L'histoire nous montre que presque tous les pays du monde ont dû recourir aux capitaux étrangers à un moment de leur évolution. L'exemple classique est celui des États-Unis. Au cours de leur évolution, ils ont reçu beaucoup d'argent du Royaume-Uni et d'autres pays européens. Ils se sont assurés que cet argent constituerait un prêt et non du capital de participation. Les Américains possèdent maintenant leur économie propre.

C'est la même chose pour le Japon et la Suède, par exemple. Il y a 30 ou 35 ans, la Suède était économiquement dominée par l'étranger. Le parti social démocrate qui a pris le pouvoir en 1935 a rapatrié l'économie suédoise. Il s'agissait d'une question largement prioritaire et d'un choix politique important. Le Canada prostitue sa destinée économique plus que n'importe quel autre pays industriel du monde occidental. Je trouve que c'est une insulte pour les Canadiens et que cela est dû à la politique lamentable de notre gouvernement actuel.

Il y a une différence entre le capital-obligations et le capital-actions, et nous devons en être conscients. Lorsqu'on achète une maison et qu'on rembourse l'hypothèque en 25 ou 35 ans, on est propriétaire de la maison, mais en ce qui concerne l'économie nationale du Canada, ce n'est pas le cas. Ce serait une invitation aux étrangers, Américains ou Japonais, à venir dans nos maisons, à s'y sentir chez eux, à se servir de meubles et même à prendre nos femmes et nous les rémunérons lorsqu'ils le font. Nous les laissons emporter les bénéfices chez eux. C'est ce qui arrive au Canada, et il convient que le gouvernement y mette un frein, mais, pour ce faire, il doit prendre une décision politique capitale.

Je prétends que nous finançons de nombreuses prises de contrôle et de nombreux investissements dans notre propre pays. Un économiste américain du département du Commerce a déclaré en 1968 qu'environ 94 p. 100 des fonds investis au Canada par des sociétés américaines étrangères étaient des fonds recueillis au Canada. Quarante-vingt-quatorze p. 100 des fonds investis représentent en réalité des fonds prélevés sur le marché financier du Canada. Certains sont empruntés des institutions bancaires ou prêteurs canadiennes, et certains sont des bénéfices de filiales étrangères réinvestis dans notre propre économie. Nous bradons notre propre pays avec notre propre argent. Je le répète, le ministre devrait le comprendre et prendre la décision politique voulue.

Dans notre pays, nous avons des fonds et des talents. Si nous avions un gouvernement audacieux et imaginatif, assurément, il pourrait créer des politiques et des mesures législatives de nature à placer notre économie entre les mains de Canadiens. Précisément, comment pouvons-nous y parvenir? La réponse a été donnée maintes fois dans le rapport Watkins, le rapport Gray, le comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale de la Chambre des communes, et aussi par certains députés libéraux dont le député de Duvernay (M. Kierans), le Congrès du travail du Canada et le NPD. Nous savons comment faire: il ne nous faut à présent qu'une décision

politique et reprendre notre économie en main. La chose pourrait s'accomplir en quelques années.

Si le bill à l'étude m'inquiète, c'est aussi parce qu'on n'insiste pas assez sur certaines des décisions politiques qui doivent être prises, non plus que sur certaines conséquences sociales et culturelles de la propriété étrangère dans le domaine de notre économie. Il y a quatre mois, je prenais la parole devant un groupe apolitique de Yorkton. La plupart des assistants n'étaient pas des partisans de mon parti. C'était de jeunes hommes d'affaires et de jeunes cadres supérieurs. Je parlais de la propriété étrangère et, pendant la période des questions, un jeune homme a dit qu'une chose était peut-être encore plus importante que le contrôle économique de notre pays aux mains de sociétés étrangères multi-nationales. D'après lui l'important c'était l'influence culturelle et sociale qu'ont les États-Unis et d'autres pays sur le Canada.

J'aimerais m'attarder un instant sur cette question. Nous avons tendance à ne tenir aucun compte de la puissante influence que ces autres pays ont sur notre culture par l'intermédiaire des media, du théâtre, des arts, etc. J'aimerais souligner à quel point il importe que le ministre et le gouvernement y réfléchissent.

Vers la fin des années 50, alors que j'étais à l'école primaire en Saskatchewan, nombre d'entre nous connaissaient mieux les hommes politiques américains que ceux de notre pays. Nous en savions davantage sur Abraham Lincoln et sur ses réalisations que sur sir John A. Macdonald et davantage sur Jefferson que sur Laurier. Cela était dû principalement au fait que nos manuels étaient pour la plupart imprimés aux États-Unis. Leurs auteurs étaient américains et ces manuels faisaient état d'interprétations historiques américaines.

L'édition de manuels devrait peut-être se voir attribuer la première priorité par le gouvernement. Ce dernier devrait veiller de près à la rendre vraiment canadienne. Il faut nous efforcer de créer un pays dont l'identité soit canadienne.

On est intervenu dans ce domaine et je ne reproche pas au gouvernement tout ce qu'il a fait.

Il y a trois ou quatre ans la Commission de la radio et de la télévision a formulé des directives et des règles de radiodiffusion. D'après elle il est nécessaire que, d'ici trois ans, 80 p. 100 des stations de radio et de télévision soient d'appartenance canadienne. Nous avons passablement atteint ce but. Cet objectif est indispensable et peut être atteint. C'est ce qu'il nous faut faire dans le domaine du livre, du cinéma, de l'industrie des arts, etc, ainsi qu'en matière économique telles que nos richesses naturelles, nos industries manufacturières, etc. Il nous faut mettre davantage l'accent sur ces questions ce qui nous permettrait peut-être d'avoir un pays plus vibrant, plus riche et plus canadien.

Les régions d'expression française ont acquis une culture Canadienne qui leur est propre. C'est surtout qu'étant d'expression française, elles sont moins sensibles aux courants de l'influence américaine. C'est un fait canadien dont je suis très fier et je veux que, non seulement on le préserve, mais qu'on le favorise et je voudrais aussi qu'on l'encourage aussi chez les Canadiens d'expression anglaise. Je crois que c'est une manifestation très saine.